
RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

ACCORD CADRE A PROCEDURE ADAPTEE

**LA MAINTENANCE PREVENTIVE ET
CURATIVE DES PORTES, PORTAILS,
RIDEAUX METALLIQUES ET BARRIERES
LEVANTES**

Date et heure limites de réception des offres :
JEUDI 11 FEVRIER 2021 à 12 :00

Université de Caen Normandie
Direction de la commande publique
Esplanade de la Paix
CS 14032
14032 Caen Cedex 5

SOMMAIRE

1 – Objet et étendue de la consultation	3
1.1 – Objet	3
1.2 - Mode de passation.....	3
1.3 - Type d'accord cadre.....	3
1.4 - Décomposition de la consultation	3
2 - Conditions de la consultation.....	3
2.1 - Délai de validité des offres	3
2.2 - Forme juridique du groupement.....	3
2.3 – Variantes.....	4
2.4 - Durée du contrat ou délai d'exécution.....	4
2.5 - Modalités essentielles de financement et de paiement	4
3 - Contenu du dossier de consultation	4
4 - Présentation des candidatures et des offres.....	4
Documents à produire :	4
5 - Conditions d'envoi ou de remise des plis	5
6 - Examen des candidatures et des offres	5
6.1 - Sélection des candidatures	5
6.2 - Attribution des marchés	5
6.3 - Suite à donner à la consultation	6
7 - Renseignements complémentaires	6
7.1 - Adresses supplémentaires et points de contact	6
7.2 – Visites sur sites.....	6

AIDE A LA DEMATERIALISATION

Depuis le 1er octobre 2018, toute la procédure « marché public » est réalisée exclusivement par voie dématérialisée ;

L'ensemble des échanges (questions/réponses, rejets, notification, avenants...) sera réalisé par voie dématérialisée via le site www.marches-publics.gouv.fr ; renseignez dans l'acte d'engagement une adresse qui sera privilégiée lors de ces différents échanges électroniques et ce pendant toute la durée de la consultation ;

Il sera demandé au seul titulaire du marché de signer électroniquement son acte d'engagement (une signature manuscrite scannée n'est pas une signature électronique valable). Aucune signature n'est requise au moment du dépôt des offres ;

L'attention des candidats est attirée sur le fait que :

- si le présent dossier a été téléchargé de manière anonyme ou via un agrégateur, les réponses aux éventuelles questions ou les modifications de DCE ne leur parviendront pas ;
- si le nom d'un fichier est trop long, des problèmes peuvent être rencontrés au téléchargement des offres ;

1 – Objet et étendue de la consultation

1.1 – Objet

La présente consultation, faisant l'objet d'un groupement de commandes, concerne la **MAINTENANCE PREVENTIVE ET CURATIVE DES PORTES, PORTAILS, RIDEAUX METALLIQUES ET BARRIERES LEVANTES AUTOMATIQUES DE L'UNIVERSITE DE CAEN NORMANDIE.**

Le Cahier des Clauses Particulières définit le périmètre de l'accord cadre.

Lieu(x) d'exécution :

La liste des implantations géographiques de l'Université de Caen est consultable sur son site internet : www.unicaen.fr/decouvrir/plans-d-acces/

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée. Elle est soumise aux dispositions des articles L2123-1 et suivant du code de la commande publique.

1.3 - Type d'accord cadre

L'accord-cadre sans minimum avec maximum (138 999€HT) est passé en application de l'article 2162-4 du code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

1.4 - Décomposition de la consultation

Cet accord-cadre n'est pas alloti. Le campus forme un ensemble cohérent qui nécessite, tant pour des raisons techniques de fonctionnement que pour des raisons financières d'économie générale cette absence d'allotissement.

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **90 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire de l'accord-cadre.

2.3 – Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

2.4 - Durée du contrat ou délai d'exécution

La durée de l'accord cadre est fixée au CCP.

2.5 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

3 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC)
- Le cahier des clauses particulières (C.C.P.) et ses deux annexes (BPU, liste des correspondants)

Le DCE est téléchargeable via la plateforme de dématérialisation PLACE : www.marches-publics.gouv.fr

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

4 - Présentation des candidatures et des offres

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EUROS.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

Documents à produire :

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles R 2142-1 à R 2142-4 du code de la commande publique.

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Non
Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail	Non

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années	Non
Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat	Non
Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat	Non

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat). Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr.

Ils peuvent aussi utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

- Le(s) B.P.U **au format TABLEUR**
- Le mémoire technique décrivant notamment :
 - un document de présentation de l'entreprise, ses qualifications,
 - liste de références dont des références dans le domaine concerné,
 - une note méthodologique, organisationnelle,
 - des documents types de mission
 - Qualification des personnes dédiées au marché
- Attestation d'assurance professionnelle

5 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

La transmission des documents par voie **électronique** est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse unique suivante : <http://www.marches-publics.gouv.fr> (référence 2020950IMPS043).

6 - Examen des candidatures et des offres

6.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

6.2 - Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles R 2152-1 à R2152-8 du code de la commande publique. Il donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

CRITERES	PONDERATION
Prix Sous critère 1 : prix des prestations préventives 25% Sous critère 2: prix des prestations curatives 20%	45 %
Valeur technique	40 %
Références de la société et qualification des personnes dédiées au marché	15 %

Le critère prix sera analysé sous l'angle de deux sous critères, le prix des prestations préventives et le prix des prestations curatives, respectivement pour 25% et 20%.

Le prix des prestations préventives sera analysé au regard du cout annuel HT.

Le prix des prestations curatives sera analysé sous l'angle d'un scenario de panne par type d'équipement + 10 déplacements sans panne.

Le cumul de ces 4 scénarios + 10 interventions sans panne donnera un prix qui sera classé et donnera la note du sous critère prix curatif.

La valeur technique sera évaluée au regard des éléments de méthodologie permettant de satisfaire l'objet du marché tant sur ses aspects préventifs que correctifs ainsi que les éléments associés permettant d'optimiser le service rendu (délais d'intervention optimisé, disponibilité des pièces, service après vente...).

6.3 - Suite à donner à la consultation

L'université se réserve le droit de négocier avec les trois meilleurs candidats après application des critères énoncés à l'article 6.2.

7 - Renseignements complémentaires

7.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <http://www.marches-publics.gouv.fr>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

7.2 – Visites sur sites

La visite des sites n'est pas obligatoire mais conseillée.

Les visites se feront sur rendez-vous auprès des personnes ci-dessous:

Pour l'ensemble des sites autres que Cycéron :

M. Philippe Hérisson
@ : philippe.herisson@unicaen.fr
port: 06 26 92 56 50

Pour le site GANIL CYCERON :

M. Jérôme Fraisse
@ : jerome.fraisse@unicaen.fr
port : 06 77 64 85 67